



**SUR QUELLES BASES POLITIQUES,  
QUELS SCENARIOS TECHNIQUES ET A QUEL COUT  
FAIRE DES PROPOSITIONS DE STRATEGIE DE REDUCTION  
DE LA VULNERABILITE DES BIENS PRIVES  
EXPOSES A L'INONDATION SUR LE BASSIN DE LA LOIRE MOYENNE ?**

**Contexte**

**La réduction de la vulnérabilité des entreprises exposées à l'inondation est un des enjeux majeurs de la réduction des dommages en Loire moyenne à condition de pouvoir mettre en œuvre une stratégie pour amener les chefs d'entreprises à conduire un diagnostic de leur vulnérabilité.**

L'étude Loire moyenne a montré qu'un nombre important de biens privés et publics étaient exposés à des fortes inondations pour des crues de l'ordre de la centennale. Pour réduire les atteintes et les dommages, la solution proposée consiste à faire un diagnostic de la vulnérabilité de ces biens et à conduire des actions pour la réduire.

Face à l'importance des enjeux concernés (de l'ordre de 30 000 habitants et 3 000 entreprises), il est nécessaire de s'interroger sur la manière de conduire avec succès une stratégie de réduction de la vulnérabilité.

Comme cette question comporte un aspect novateur, l'Equipe s'en est saisie de manière pilote, pour ouvrir le champ des possibilités et donner aux maîtres d'ouvrage de la stratégie, encore à définir, les moyens d'avancer.

**Face à l'ampleur potentiel de la tâche, puisqu'il existe près de 13 500 entreprises concernées, il convient de se concentrer sur certaines priorités et de se limiter à certains scénarios.**

**Objectif**

Comparer plusieurs scénarios de déploiement des diagnostics de vulnérabilité, pour éclairer les bases techniques d'une stratégie de réduction de la vulnérabilité, encore à définir.

**Des étudiants ont fait une première approche de la stratégie en comparant six scénarios différents et évaluant le personnel et les moyens financiers à mobiliser.**

**Contenu**

Le travail du groupe d'étudiants retenu a consisté à :

- prendre connaissance de l'état d'avancement de la connaissance et de la réflexion et prendre la mesure de l'avancement actuel d'actions pilotes de promotion de la réduction du risque d'inondations avec quelques chambres consulaires (Loiret, Nièvre, Indre-et-Loire, etc.),
- retravailler les données de base sur les enjeux, acquises en 1995 et exploitées déjà en partie par taille ou nature de l'activité, afin de voir les volumes d'entreprises ou d'exploitations agricoles ou d'équipements techniques potentiellement touchés pour différents niveaux de crue (recoupement avec les niveaux d'inondation simulés), et alimenter la réflexion sur ce qui est touché par les inondations les plus fréquentes et sur ce qui est le plus dangereux ou problématique à voir inondé, quel que soit le niveau de crue,
- réaliser une série d'entretiens avec des ingénieurs pour voir

**L'intégralité des enjeux nécessite de trouver près de 25 à 30 M€ et de déployer plus de 15 personnes à plein temps pendant 15 ans.**

*Contact AELB :  
Claire Devaux-Ros  
Coût total : 4 600 €  
Part agence : 100 %  
Chargé d'étude : Engref*

**Des scénarios alternatifs permettent de toucher une part significative des enjeux en mobilisant de 2 à 5 M€ sur 3 à 5 ans.**

les améliorations que l'on peut attendre et trouver un moyen de rendre compte de ces améliorations à un décideur et rencontrer des gestionnaires de lignes de crédit qui pourraient subventionner la démarche pour voir avec eux les contraintes à prendre en compte pour mettre au point les scénarios,

- simuler, analyser puis présenter différents scénarios possibles pour une stratégie de réduction de la vulnérabilité des biens privés exposés à l'inondation sur le bassin de la Loire, avec un argumentaire technique, financier et « politique » pour justifier chacun.

### **Résultats**

Le rapport fait des propositions pour des coûts unitaires de diagnostic, des temps de travail pour la mobilisation des propriétaires par du personnel permanent (par exemple de chambres consulaires) et examine les périodes de l'année les plus propices à conduire ces diagnostics.

Ensuite, six scénarios de déploiement sont proposés, fondés chacun sur une priorité ou une orientation particulière :

- « Diagnostic de la totalité de enjeux », d'un coût entre 25 à 30 millions d'euros, mobilisant 12 chargés de mission dans les CCI et 8 dans les chambres d'agriculture, pendant une durée de 15 ans.
- « Activités les plus facilement mobilisables », soit 67 exploitations agricoles et 91 entreprises, pour un coût de 850 K€.
- « Zones les plus souvent touchées », regroupant 2 500 entreprises et 145 exploitations agricoles pour un coût de 3 M€, avec 12 conseillers pour un déploiement en 2 ans.
- « Zones les plus polluantes », avec 1 800 entreprises et 65 exploitations agricoles concernées, pour un coût de 2 M€ et avec 8 conseillers techniques consulaires sur 2 ans.
- « 80 % du dommage potentiel maximal », concerne 620 exploitations agricoles et 2 700 entreprises, pour un coût de 4,5 M€ et avec 17 conseillers consulaires sur 2 ans.
- « Retour à l'activité économique après la crue », scénario dont le contenu a été très difficile à définir car il y a de nombreux pré-supposés. Il comprend 4 sous-scénarios, pour un coût total de 4,7 M€, avec 34 conseillers à mobiliser sur deux ans.

### **Suites à donner**

Il revient maintenant aux maîtres d'ouvrage potentiels de la démarche de déploiement de s'approprier les résultats et de continuer la réflexion pour élaborer une stratégie et la mettre en œuvre.